



Arras le 30 avril 2014.

Communiqué de presse.

Les agents des finances publiques du Pas de Calais restent mobilisés pour la défense des emplois et du service public.

30% des agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) étaient en grève ce jeudi 20 mars 2014 à l'appel de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques. Cette journée de grève et de manifestations avait pour objectif de défendre un service public essentiel au fonctionnement de l'action publique qui a payé un très lourd tribut en matière d'emplois (30 000 postes ont été supprimés depuis 2002) et de conditions de travail (car dans le même temps, la charge de travail a explosé, tout comme sa complexité).

Les agents de la Direction Départementale des Finances Publiques du Pas de Calais ont très largement pris part à ce mouvement de mécontentement puisque 43 % d'entre eux étaient grévistes.

Le 20 mars, 17 sites sur le département étaient fermés, de très nombreuses résidences ont connu des taux de grévistes exemplaires : Bruay la Buissière 67 %, Lens 73,86 %, Béthune et Boulogne plus de 60 %, Henin Beaumont 74 %...

Malgré la mobilisation massive du 20 mars, les agents du Pas de Calais estiment qu'ils n'ont été entendus ni du Ministre, ni de leur direction locale. Aussi, ils sont décidés à se saisir de tous les moyens d'actions possibles pour :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois dans un ministère aux missions régaliennes,
- Préserver un vrai service public au service de ses usagers, simples citoyens mais aussi élus,
- Stopper la dégradation de leurs conditions de travail.

Le retour à l'équilibre budgétaire ne peut s'accomplir sans assurer les recettes de l'Etat, or nous n'avons plus les moyens humains et budgétaires pour travailler correctement et assurer ces recettes. Sur l'autel des économies budgétaires, rien ne sert de baisser les dépenses, si l'Etat lui-même se coupe les bras pour assurer les recettes primordiales à cet équilibre budgétaire.

Une première action a été menée le jeudi 17 avril, avec le rassemblement de plus de 150 agents du département devant la direction des finances publiques à Arras.

Le 5 mai marque le début de la campagne de déclaration des revenus. Ce moment privilégié dans notre mission de service public est l'occasion de mener des actions fortes propices à se faire entendre.

**Ces actions fortes débuteront par le BLOCAGE du
Centre des Finances Publiques de BETHUNE
le LUNDI 5 MAI.**

Défendre les finances publiques c'est aussi sécuriser les ressources de la nation.

Revue de presse

Article paru dans la voix du Nord du 18 avril 2014, sur le rassemblement des agents des finances publiques le 17 avril 2014 :

MOBILISATION

Le compte n'est pas bon pour les agents des Finances publiques

La voix du Nord
18 avril 2014

En pleine campagne de l'impôt sur les revenus, c'est le mécontentement des agents des Finances publiques que le gouvernement récolte. La mobilisation avait déjà été exceptionnellement forte le 20 mars dans le Pas-de-Calais, avec la fermeture de dix-sept sites sur la cinquantaine que compte le département, et près de 50 % de grévistes : un record. Elle s'est encore accentuée hier midi, avec la manifestation d'une petite centaine de personnes, sous les fenêtres de la Direction départementale des Finances publiques, place Foch, à Arras.

Outre un sandwich merguez, il y avait pas mal de rancœur au menu des conversations. Et les émissaires de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires et Cfdt) d'unir leurs voix pour dénoncer l'asphyxie si ce n'est l'agonie des services départementaux, amputés de 190 emplois depuis 2009. « Après, il ne faut pas s'étonner de voir les files d'attente s'allonger aux guichets, les lignes téléphoniques saturées, les délais de réponse aux courriers des usagers accrus ! »

Paradoxe

Le tout en cette période de haute

saison pour des agents des Finances publiques dont les salaires « ne sont plus revalorisés, et ne suivent même plus la courbe de l'inflation ». Il y a selon les syndicalistes et ceux qu'ils représentent un saisissant contraste entre la volonté gouvernementale de faire entrer de l'argent dans les caisses de l'État, « sans donner les moyens à ceux qui en sont chargés de bien faire leur boulot ». Et d'asséner : « Valls annonce vou-

loir faire cinquante milliards d'euros d'économies, c'est bien. Mais qu'il nous donne les moyens de lutter contre la fraude fiscale, et il les aura ses cinquante milliards ! Or, la Direction générale des Finances publiques n'a plus les moyens humains et budgétaires de travailler correctement et efficacement. Rien ne sert de baisser les dépenses si l'État lui-même se coupe les bras pour assurer les recettes primordiales à cet équilibre budgétaire ! » ■ H. Fé.



La mobilisation est aussi forte que l'est la colère des agents des Finances publiques, en pleine campagne d'impôt sur les revenus.